

## CONDITIONS GENERALES DE VENTE

### Département des Côtes d'Armor

Les présentes Conditions Générales s'appliquent à toutes les enchères reçues sur le site WEBENCHERES du Département des Côtes d'Armor. Par extension, et avec les particularités prévues aux articles 5 et 6, elles s'appliquent aussi aux articles vendus par les collèges publics des Côtes d'Armor sur le site WEBENCHERES du Département des Côtes d'Armor. Elles définissent les conditions de bonne utilisation du site d'enchères.

En cochant "J'ai lu et j'accepte les Conditions Générales de Vente" au moment de l'inscription sur le site ou avant la saisie d'une enchère, **l'enchérisseur potentiel confirme et accepte toutes les dispositions de ces Conditions Générales.**

### 1 - Conditions d'inscription

1 – Pour pouvoir utiliser WEBENCHERES, l'utilisateur doit être préalablement inscrit. L'inscription sur le site est gratuite. Pour accéder au formulaire d'inscription, l'acheteur potentiel doit cliquer sur la rubrique "S'INSCRIRE". Si son inscription est validée, il recevra sur sa boîte de messagerie un identifiant (ou login) et un mot de passe.

**L'identifiant et le mot de passe transmis sont confidentiels et ne peuvent être communiqués à un tiers. L'acheteur autorisé doit prendre toutes les mesures pour assurer la confidentialité de son identifiant et de son mot de passe.** Il est responsable des actes et agissements de toute personne utilisant son compte, même à son insu. Il s'engage à signaler dans les plus brefs délais, au Conseil Général des Côtes d'Armor, toute utilisation frauduleuse de son compte, de son identifiant ou de son mot de passe.

2 - Une fois authentifié, l'utilisateur a la possibilité d'enchérir. Dès lors, toute enchère enregistrée sur les serveurs, passée par le biais d'un identifiant et d'un mot de passe valides, sera réputée authentique et valable.

3 – Seules les personnes morales et personnes physiques disposant de la capacité juridique de contracter, sans limitation aucune, peuvent s'inscrire. Les mineurs ne sont pas autorisés à s'inscrire.

### 2 - Suspension ou clôture de l'inscription

Sans exclure d'autres dispositions coercitives, le Conseil Général des Côtes d'Armor se réserve la possibilité de mettre fin temporairement ou définitivement à l'inscription de l'utilisateur :

- si les informations communiquées lors de l'inscription ne correspondent pas à la réalité (adresse erronée, identité erronée....)
- s'il ne respecte pas tout ou partie des présentes conditions générales de vente,
- si les enchères qu'il réalise ne sont pas effectuées dans le but d'acheter un bien et s'avèrent être de nature à perturber le bon fonctionnement du site,
- s'il est vérifié que son identifiant et son mot de passe ont été transmis à des tiers.

### 3 - Gestion des enchères

1 - **Retrait d'une annonce** : en cas de force majeure, le Département des Côtes d'Armor conserve, à tout moment, la possibilité de retirer un matériel mis en vente.

2 - **Retrait d'une enchère** : le Département des Côtes d'Armor se réserve le droit de retirer, sans préavis et sans indemnité, toute offre considérée comme déraisonnable ou excessive.

3 - **Information sur les produits** : des informations supplémentaires sur les biens peuvent être obtenues en adressant un mail à la personne dont le nom est indiqué dans la page de présentation détaillée du produit. Des visites sur place peuvent être organisées, aux dates et heures qui seront fixées par les services du Département des Côtes d'Armor au moment de la mise en vente des biens. Les photographies présentes sur le site sont employées à titre d'information et sont non-contractuelles.

4 - **Interruption du service** : en cas de problème technique, dûment constaté par l'hébergeur, qui rend impossible l'accès à une enchère à moins de 4 heures de sa clôture, le Département des Côtes d'Armor se réserve le droit de prolonger la période d'enchère ou d'annuler l'enchère pour la relancer ultérieurement.

### 4 – Droits et Obligations de l'utilisateur

#### 4.1. - Biens vendus par le Département des Côtes d'Armor

A la clôture des enchères pour un bien, si ladite offre d'achat correspond à l'enchère la plus élevée, **la vente est réputée parfaite**, c'est-à-dire que l'acheteur doit acheter le bien au Département des Côtes d'Armor qui s'engage, en retour, à vendre le bien à l'acheteur selon les Conditions Générales de Vente et conformément à la description qui est faite pour le bien.

Ni l'acheteur, ni le vendeur ne peuvent se rétracter, sauf dans les cas prévus par la loi. Toutefois, le Département des Côtes d'Armor sera libéré de son engagement en cas de sinistre ayant endommagé le matériel vendu ou entraîné sa destruction.

Il est également précisé que, pour les biens vendus à un montant supérieur à 4600 euros, la vente est soumise à l'accord de la Commission permanente du Département des Côtes d'Armor. De ce fait, la vente peut ne pas être réalisée si la Commission Permanente vote contre sa réalisation. Le candidat acheteur en sera averti par le Département des Côtes d'Armor.

#### 4.2. - Biens vendus par les collèges des Côtes d'Armor

A la clôture des enchères pour un bien, si ladite offre d'achat correspond à l'enchère la plus élevée, **la vente est réputée parfaite**, c'est-à-dire que l'acheteur doit acheter le bien au collège qui s'engage en retour à vendre le bien à l'acheteur, selon les Conditions Générales de Vente et conformément à la description qui est faite pour le bien.

Ni l'acheteur, ni le vendeur ne peuvent se rétracter, sauf dans les cas prévus par la loi. Toutefois, le collège sera libéré de son engagement en cas de sinistre ayant endommagé le matériel vendu ou entraîné sa destruction.

Il est précisé que les biens mis en vente auront préalablement fait l'objet d'une procédure de désaffectation de biens, autorisée par le Conseil d'administration du collège

#### 4.3. - Divers

A - En utilisant WEBENCHERES, l'utilisateur s'engage à n'entreprendre aucune action de nature à perturber le fonctionnement du site. Il accepte de ne pas utiliser de logiciels ou de procédés manuels pour copier les pages Internet ou pour enregistrer ou collecter les informations sur ces pages sans consentement express préalable et écrit.

B - L'utilisateur s'engage à respecter les lois, les règlements et normes de toutes sortes en vigueur relatives à l'utilisation de nos services, à l'enchérissement comme à l'achat.

C - Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, l'utilisateur peut à tout moment accéder aux informations personnelles le concernant et gérer leur modification ou leur suppression (cf. point 10 ci-après).

### 5 - Conditions spécifiques aux ventes aux enchères

Tous les amateurs, à l'exception des personnes qui ont été exclues des ventes WEBENCHERES, peuvent enchérir. Cependant, les enchères peuvent être restreintes à des catégories déterminées de professionnels pour certains biens dont la vente est soumise à des règles spéciales. Ainsi, la vente de certains articles ou lots peut être réservée aux professionnels. Dans ce cas, la finalisation de la vente aux enchères est subordonnée à la présentation de l'original et au dépôt d'une copie :

- de l'inscription au Registre du Commerce et des sociétés (K ou Kbis) ou au Répertoire des Métiers (extrait D1) datée de moins de 6 mois ou pour les entreprises étrangères, son équivalent étranger traduit en français par un traducteur officiel agréé ou par l'Ambassade du pays d'origine
- de l'attestation d'inscription au répertoire SIRENE, si la personne est un auto-entrepreneur
- des statuts de l'association, si la personne représente une association. Si le soumissionnaire est une société ou une association, il convient de présenter l'original et de déposer une copie d'un pouvoir signé par le dirigeant ou son conseil d'administration autorisant le signataire à engager la société ou l'association. Cette vente aux enchères est également subordonnée pour les professionnels de la déconstruction automobile à la présentation de l'original et au dépôt d'une copie de leur agrément en cours de validité ou pour les entreprises étrangères, son équivalent étranger traduit en français par un traducteur officiel agréé ou par l'Ambassade du pays d'origine.

A défaut de présentation de ces documents, la vente sera considérée comme résolue et le bien redeviendra la propriété du vendeur.

### 6 - Modalités de paiement

#### 6.1. - Biens vendus par le Département des Côtes d'Armor

Les montants sont exprimés en euros et les règlements sont effectués en euros nets de taxe. Au terme de l'enchère, le Département des Côtes d'Armor adresse à l'acheteur un courriel pour lui signifier le numéro de référence attribué au bien acquis et lui demander de régler son achat dans les plus brefs délais (10 jours maximum) après réception d'un titre de recettes, au **Centre des Finances Publiques- 7 boulevard Édouard Prigent - 22000 SAINT BRIEUC**. Il devra se munir du bon de retrait (disponible à partir du courriel de confirmation) et d'une pièce d'identité.

Les modalités de paiement possibles sont précisées ci-dessous. Aucune autre modalité de paiement ne sera acceptée:

- **Espèces** déposées au **Centre des Finances Publiques**, acceptées **jusqu'à 299,99€**
  - **Carte bancaire au guichet du Centre des Finances Publiques**
  - **Chèque personnel** à l'ordre du Trésor Public, accepté **jusqu'à 499,99 €**, dans une enveloppe comportant en haut à gauche la mention "Enchères Internet" (fournir le numéro de référence du bien acquis). *A noter que ce mode de paiement est soumis à un délai supplémentaire de vérification, par le Trésor public, de la bonne provision du chèque.*
  - **Chèque certifié** à l'ordre du Trésor Public **à partir de 500 Euros**
  - **Chèque de banque** à l'ordre du Trésor Public **à partir de 1500 Euros**
  - **Paiement par virement sur le compte du Centre des Finances Publiques** (le RIB sera transmis à la demande)
    - \* Indiquer en référence du virement la mention suivante: "Webenchères Département des Côtes d'Armor /code article / Nom / prénom (ou société)/ références du titre de recettes"
    - \* Informer par mail du virement effectué au [t022090@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:t022090@dgfip.finances.gouv.fr)
  - **Pour les débiteurs publics (collectivités et administrations)**, le paiement pourra s'effectuer par **virement ou mandat administratif, au maximum dans les trente (30) jours après l'émission du titre de recette**. Au-delà de ce délai, si le paiement n'a pas été effectué, le bien sera remis à la vente. Fournir le numéro de références du bien acquis et informer par adresse mail du virement effectué
- En cas de non paiement du (des) bien(s) remporté(s) dans les délais impartis, l'enchérisseur s'expose à une procédure de mise en recouvrement par le Trésor public ainsi qu'au blocage de son compte webenchères.

## 6.2. - Biens vendus par les collèges publics des Côtes d'Armor

Les montants sont exprimés en euros et les règlements sont effectués en euros nets de taxe.

Au terme de l'enchère, le collège adresse à l'acheteur un courriel pour lui signifier le numéro de référence attribué au bien acquis et lui demander de régler son achat dans les plus brefs délais (10 jours maximum) auprès de **l'agence comptable du collège**. L'acheteur devra **se munir du bon de retrait (disponible à partir du courriel de confirmation) et d'une pièce d'identité**.

Les modalités de paiement possibles sont précisées ci-dessous. Aucune autre modalité de paiement ne sera acceptée:

- **Espèces** déposées à l'agence comptable du collège, acceptées **jusqu'à 299,99€**
- **Chèque personnel** à l'ordre de l'agence comptable du collège, accepté **jusqu'à 499,99 €**, dans une enveloppe comportant en haut à gauche la mention "Enchères Internet" (fournir le numéro de référence du bien acquis).
- **Chèque certifié** à l'ordre de l'agence comptable du collège **à partir de 500 Euros**
- **Chèque de banque** à l'ordre de l'agence comptable du collège **à partir de 1500 Euros**

- **Paiement par virement sur le compte de l'agence comptable du collège** (le RIB sera transmis à la demande)

\* Indiquer en référence du virement la mention suivante: "Webenchères Collège de XXX/code article / Nom / prénom (ou société)"

\* Informer par mail du virement effectué

- **Pour les débiteurs publics (collectivités et administrations)**, le paiement pourra s'effectuer par **virement ou mandat administratif, au maximum dans les trente (30) jours après l'émission du titre de recette**. Au-delà de ce délai, si le paiement n'a pas été effectué, le bien sera remis à la vente. Fournir le numéro de références du bien acquis et informer par adresse mail du virement effectué

En cas de non paiement du (des) bien(s) remporté(s) dans les délais impartis, l'enchérisseur s'expose à une procédure de mise en recouvrement par l'agence comptable du collège ainsi qu'au blocage de son compte webenchères.

## **7 - Retrait du bien et garantie**

### **7.1. - Retrait des biens vendus par le Département des Côtes d'Armor**

Le retrait du bien vendu est à la charge de l'acheteur. Il n'interviendra que lorsque le bien acheté aura été réglé.

Les biens d'un montant inférieur à 4600 euros seront à retirer sous 15 jours après paiement aux dates et lieux convenus avec les services du Département des Côtes d'Armor. L'acheteur devra se présenter avec le récépissé de paiement délivré par la Trésorerie et le bon de retrait (disponible à partir du courriel de confirmation).

Le bien sera enlevé en l'état. L'acheteur devra s'assurer lui-même des moyens adéquats de chargement et de transport du bien. Aucune assistance technique ne sera fournie par le Département des Côtes d'Armor pour la prise en charge du bien vendu.

Les biens d'un montant supérieur à 4600 euros seront retirés, enlevés et transmis à l'acheteur dans les mêmes conditions, mais le délai sera plus important car au-delà de ce montant la Commission Permanente du Département des Côtes d'Armor doit délibérer pour autoriser la vente. L'acheteur sera donc averti par le Département des Côtes d'Armor de la date à partir de laquelle le bien pourra être retiré. L'acheteur aura alors 15 jours à compter de cette date pour procéder au retrait.

**En cas de non retrait du bien, plus de 15 jours après le paiement (ou encaissement), et après mise en demeure restée sans effet, le Département des Côtes d'Armor pourra remettre le produit à la vente sans remboursement du prix versé.**

### **7.2. - Retrait des biens vendus par les collèges publics des Côtes d'Armor**

Le retrait du bien vendu est à la charge de l'acheteur. Il n'interviendra que lorsque le bien acheté aura été réglé.

Les biens d'un montant inférieur à 4600 euros seront à retirer sous 15 jours après paiement aux dates et lieux convenus avec le collège. L'acheteur devra se présenter avec le récépissé de paiement délivré par l'agence comptable du collège et le bon de retrait (disponible à partir du courriel de confirmation).

**Le bien sera enlevé en l'état. L'acheteur devra s'assurer lui-même des moyens adéquats de chargement et de transport du bien. Aucune assistance technique ne sera fournie par le collège pour la prise en charge du bien vendu.**

### **7.3 Absence de garantie**

Les biens vendus ne bénéficient pas de garantie ni de vice caché et ni de fonctionnement. Les acquéreurs sont réputés avoir une connaissance exacte des biens vendus, vouloir les acquérir à leurs risques et périls et les agréer dans l'état où ils se trouvent au moment de la clôture de la vente.

**Aussi appartient-il à l'enchérisseur de se renseigner sur les normes techniques et juridiques en vigueur pour l'utilisation du matériel qu'il envisage d'acquérir. Le vendeur ne pourrait être tenu pour responsable de l'absence de conformité du matériel avec les normes actuellement en vigueur.**

## **8 - Litiges**

Les présentes Conditions Générales sont régies et interprétées conformément au droit français. En cas de difficultés pour l'application des présentes, les Parties décident de se soumettre préalablement à une procédure amiable.

A défaut d'accord, en cas de litige résultant de l'application des clauses des présentes Conditions Générales, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Rennes.

## **9 - Modification des Conditions Générales de Vente**

Le Département des Côtes d'Armor se réserve le droit de modifier les présentes Conditions Générales de Vente, en mettant en ligne une nouvelle version sur le site pendant une période de non mise en vente.

Dans l'hypothèse où le Département des Côtes d'Armor se trouverait dans l'obligation de modifier les Conditions Générales pendant une période d'enchères, elle préviendra par mail tous les enchérisseurs concernés.

## **10 - Mentions légales : la loi informatique et libertés**

Les informations qui concernent les enchérisseurs potentiels sont destinées au Département des Côtes d'Armor.

La Plate-forme WEBENCHERES du Département des Côtes d'Armor répond aux conditions posées par la norme simplifiée n° 48 relative à la gestion de fichiers de clients et de prospects (délibération de la CNIL n°2005-112 du 7 juin 2005).

Nous nous engageons à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés (article 27 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978). En conséquence, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent.

Pour exercer ce droit :

- modification ou rectification possible en ligne dans la rubrique "Mon compte"
- suppression du compte : par le Département des Côtes d'Armor à réception d'une lettre adressée au Conseil général des Côtes d'Armor – 9 place du Général de Gaulle -CS 42371 22023 ST BRIEUC CEDEX 1

Les informations transmises par les enchérisseurs potentiels ne sont jamais vendues ou communiquées à des tiers. Elles sont exclusivement utilisées dans le cadre des nécessités des enchères que feront les potentiels acheteurs.